

# «Les Reporters Sans Frontières» : qui sont-ils réellement ? Le dossier - Réseau International

Réseau International

## 1. [Campagne de dons – Mai-Juin 2025](#)

Chers amis lecteurs, Nous faisons à nouveau appel à vous pour une nouvelle campagne de dons. Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrions maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

19 519,00 € de l'objectif de 25 000,00 € atteint

par **Oleg Nesterenko**

### Partie I

Nombreux sont ceux qui ont entendu, un jour ou un autre, le nom tant imagé de l'organisation «Reporters sans frontières» qui inspire une confiance spontanée et qui ne pousse pas, d'une manière naturelle, à se poser la question : qui y a-t-il derrière une aussi belle étiquette, qui sont-ils ces «reporters» ?

De ce fait, rares sont ceux qui ont pris la peine de s'arrêter et de se pencher en détail sur l'essence et les pratiques de cette organisation journalistique qui prétend être constituée des grands défenseurs de la démocratie et de la liberté de parole des journalistes du monde entier, des nobles travailleurs de la plume totalement apolitiques, désintéressés et impartiaux dans leurs jugements et actions au-delà de toutes les frontières.

Corrigeons cette erreur de l'injuste inattention de la part du grand public et de la plupart des médias : rendons hommage au travail des glorieux journalistes de RSF, en mettant à la lumière du jour un certain nombre d'éléments fort intéressants les concernant – ils le méritent grandement.

Des éléments qui démontreront plus que clairement que l'ONG «Reporters sans frontières» possède un deuxième visage, le vrai, qui est bien plus intéressant que le premier visible et si fièrement affiché.

### **RSF et son pseudo «Classement mondial de la liberté de la presse»**

En 2002, les «Reporters sans frontières» ont trouvé une astuce fort intéressante pour se faire connaître : la publication annuelle du «Classement mondial de la liberté de la presse» qui fait évaluer 139 pays, et aujourd'hui 180, au niveau de la liberté de la presse sur leur territoire respectif.

*«L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires», annonce RSF ;*

*«Les indices globaux et régionaux sur la liberté de la presse sont calculés à partir des scores obtenus par les différents pays. Ces scores sont établis à partir d'un questionnaire proposé en de nombreuses langues à des experts du monde entier, doublé d'une analyse qualitative».*

Quelles belles paroles ! Cela étant, parmi tous les termes qui puissent désigner le classement en question publié chaque année par les personnes composant cette ONG, l'un des plus approprié est celui de la tromperie et la désinformation à l'échelle mondiale.

## Méthodologie fallacieuse

Les premières questions à se poser : par qui réellement est réalisé le classement en question ?

Qui sont les «experts» qui se cachent derrière ? Qui sont les «jurés» qui contrôlent les «bulletins» des votants à la sortie de «l'urne de vote», qui les décortiquent et rendent leur verdict ? Qui contrôle l'absence de la supercherie et de la falsification ?

La réponse est simple, claire et sans équivoque : de parfaits anonymes qui ne rendent des comptes qu'à eux-mêmes.

Des anonymes qui ont été sélectionnés d'une manière totalement arbitraire, selon la bonne volonté, les intérêts et les objectifs à atteindre des individus gérant RSF. Des individus aux principes moraux et à l'éthique plus que discutables – ce que je vais aisément prouver dans les pages de ce dossier.

Quel est le parcours professionnel de ceux qui participent à l'élaboration du classement en question et, surtout, de quels regards politiques sont-ils et quelle idéologie ils représentent ?

Quelles sont leurs sources de revenus, qui les paie ?

Il est facile d'obtenir les réponses à ces questions, à la condition que leurs noms sortent de l'ombre de l'anonymat et se mettent à la lumière du jour.

L'argumentation superflue avancée par RSF sur la dissimulation de l'identité des participants au classement pour soi-disant des raisons de sécurité ne tient pas la route et est tout à fait grotesque : sans le moindre doute, tout au moins une partie des répondants et des jurés se situent sur le territoire des pays dits «démocratiques» et ne risquent donc absolument rien en dévoilant leur identité. Sans parler qu'il n'est pas nécessaire de dévoiler des éléments de leurs votes et appréciations dans le cadre dudit classement.

De même, l'ONG RSF annonce fièrement que de nombreux «*militants des droits de l'homme*» sont impliqués dans l'élaboration du prétendu classement. Qui sont-ils ? Si ce sont des militants, alors, ce ne sont certainement pas des *Zorro* agissant sous le couvert de l'anonymat dans leur vie de tous les jours, mais des personnes, dont l'activité est parfaitement connue dans leurs pays respectifs et qui ne se cachent certainement pas sous l'anonymat de ceux contre qui ils militent.

Alors, pourquoi les «journalistes» de l'ONG en question cachent-ils aussi soigneusement leurs identités au sein d'une aussi noble et glorieuse entreprise que leur «classement mondial de la liberté de la presse» ?

Ces nombreuses questions sont tout à fait rhétoriques – les réponses sont connues d'avance : l'ensemble des répondants et des jurés font, sans le moindre doute, partie du seul et unique camp politico-idéologique que représente RSF et il serait fort étonnant que la majorité d'entre eux ne soit pas financée/co-financée par les «sponsors» de la même minorité mondiale qui alimentent en argent les activistes au sein de RSF. Le taux d'erreur possible d'une telle supposition est mathématiquement proche de zéro.

RSF a donc toutes les raisons de cacher soigneusement les identités des participants à leur prétendu classement : leur mise à la lumière du jour mènerait directement à la découverte de la grande supercherie de leur entreprise et révélerait le caractère fallacieux et arrangé du prétendu classement au niveau même des participants, sans parler des éléments qui suivront.

De même que les effectifs de RSF, je ne suis guère un expert sur les questions de la liberté de presse dans le monde. Cela étant, ayant des connaissances précises du domaine, en ce qui concerne les 4 pays désignés dans le «classement» de RSF en tant qu'exemple à suivre : l'Ukraine, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie – je vais aisément démontrer en détail la grossièreté de la tromperie du prétendu classement de RSF sur l'exemple des pays en question.

## RSF et la «liberté» de la presse en Ukraine

Prenons comme exemple très parlant du caractère fallacieux du prétendu classement des «Reporters sans frontières» un pays que je connais fort bien – incomparablement mieux que les effectifs de cette ONG qui le place à la 62ème relativement enviable position sur les 180 de leur «classement» : l'Ukraine.

A l'heure d'aujourd'hui – et depuis plusieurs années déjà – non pas 99%, mais 100% des médias indépendants sur le territoire de l'Ukraine et non soumis à la volonté de l'actuel pouvoir politique et de ses superviseurs étrangers n'existent plus. De même que l'ensemble des partis politiques qui a eu la moindre volonté d'établir une réelle opposition au régime – l'ensemble des médias réellement indépendants a été dissous de force.

Il ne reste plus un seul journaliste de l'opposition au pouvoir en Ukraine qui peut se permettre de prendre ouvertement la parole, avec une réelle, digne de ce nom, critique du régime de Zelensky.

Pas un seul sur l'ensemble du territoire national.

La raison de cette situation est très simple : soit ils sont tous déjà partis en exil à l'étranger, étant pourchassés par le régime de Zelensky ; soit, guidés par le sens de survie, ils gardent le silence sous la menace d'une répression directe, brutale et immédiate de la part du SBU (СБУ), service de sécurité interne, dont les méthodes sont dignes de ceux de leurs aïeux de la Gestapo sous le IIIème Reich.

### **L'anéantissement de la télévision de l'opposition**

Quand le régime de Zelensky a fait interdire non pas une, mais trois chaînes de télévision parmi les plus populaires d'Ukraine qui ont refusé de se soumettre au pouvoir totalitaire corrompu et de se transformer en relais de la propagande et de la glorification de l'association de malfaiteurs actuellement au pouvoir à Kiev – l'association RSF, étant le «grand défenseur des journalistes opprimés dans le monde», a reçu une lettre officielle cosignée par de nombreux journalistes ukrainiens affolés, demandant de l'assistance ou, au moins, de faire connaître le désastre de la liberté de parole et du journalisme sur ce qu'ils étaient en train de vivre sur le territoire de la «grande démocratie européenne défenseuse des valeurs européennes face à l'obscurantisme et à la barbarie» qu'est l'Ukraine.

Quelle a été la réponse apportée par RSF ? Un silence absolu.

Le réveil et la désillusion des naïfs journalistes ukrainiens qui ont ignoré à qui réellement ils s'adressaient ont été brutaux.

La destruction la plus grossière de la liberté de parole des journalistes à seulement 2000km de Paris a été drôlement invisible par le groupement d'individus couverts par une belle étiquette de «Reporters sans frontières» pour une raison très simple : le gigantesque soutien financier direct de la dictature installée en Ukraine depuis 2014 est réalisé et officiellement assumé exactement par les mêmes sponsors outre-Atlantique que ceux de cette ONG : USAID, NED et OPEN SOCIETY de Georges Soros. Et *le modus operandi* classique de «défenseurs des journalistes face à l'oppression» qu'est RSF est très simple : on ne crache pas dans la soupe.

Il est à noter que ce crime commis par Zelensky contre la presse télévisée ukrainienne a eu lieu avant et non pas après le début de la guerre en Ukraine. Et si les glorieux «journalistes» chez RSF ont de fâcheux trous de mémoire à ce sujet – je leur rappellerai, bien volontiers, et les dénominatifs dédites chaînes de télévision, et les dates de leur fermeture arbitraire strictement sans aucun procès, ni condamnation, et de quand date ladite lettre de l'appel au secours reçue par RSF de la part des journalistes ukrainiens en détresse pour être envoyée directement à la poubelle.

### **L'assassinat du journaliste américain**

Si l'ensemble des journalistes ukrainiens en opposition au régime installé à Kiev depuis 2019 est réduit au silence, sachant que, le cas échéant, ils se mettront immédiatement en danger de prison, voire de mort –

cela n'a pas été le cas de l'imprudent Gonzalo Lira, le journaliste américain d'origine chilienne, installé à Kharkov depuis 2016, et qui a imaginé dans sa profonde naïveté que sa citoyenneté américaine lui permettrait de parler librement en dévoilant au public occidental la vérité sur les crimes du régime dans lequel il vivait.

Le prix à payer de son illusion a été ultime : en mai 2023, il a été arrêté par le SBU (service de répression interne), jeté en prison et torturé, afin de lui apprendre à savoir fermer sa gueule, selon les déclarations du journaliste lui-même dès son assignation à résidence contre une caution.

Craignant de plus en plus pour sa vie, le 31 juillet 2023, Gonzalo Lira a tenté de fuir le pays en traversant la frontière hongroise, afin d'y demander l'asile politique. Il est arrêté et de nouveau jeté en prison où il tombe malade d'une pneumonie et meurt à l'âge de 55 ans, le 11 janvier 2024, faute de l'absence du moindre soin, ce qui équivaut à un meurtre.

Ainsi, la dictature de Zelensky s'est débarrassée de l'unique journaliste présent sur le territoire ukrainien qui a osé parler librement et dire la vérité sur ce qu'il voyait autour de lui.

Étant donné que le journaliste assassiné était dans l'opposition aux «démocrates» au pouvoir à la Maison-Blanche à l'époque, ces derniers n'ont pas jugé nécessaire de poser la moindre question à Kiev sur la détention illicite et la mort dans une cage de prison de l'un de ses citoyens.

Je répète : sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine il n'existe plus un seul (!) journaliste libre se permettant de critiquer le régime de Zelensky. 100% des journalistes ukrainiens qui osent le critiquer d'une manière réelle sont en exil à l'étranger. Et même étant à l'étranger, ils sont tous pourchassés par Kiev et sont sous ses sanctions et les demandes d'extradition. Dernièrement, l'un d'entre eux – Anatoliy Shariy – a été condamné par la «justice» ukrainienne par contumace à 15 ans de prison ferme et même son avocat n'a pas été autorisé à assister au procès. Je mets au défi le groupement des prétendus protecteurs des journalistes qu'est RSF de présenter non pas 40, mais ne serait-ce qu'un seul journaliste de la réelle opposition (non pas celle du simulacre de l'opposition orchestré par le régime, afin de créer l'image de l'existence de cette dernière, et qui ne le critique que d'une manière très superficielle et que sur des problèmes secondaires) pour l'ensemble de plus de 40 millions de citoyens ukrainiens.

Le 9 décembre 2023, le journaliste indépendant Tucker Carlson écrit : *«Gonzalo Lira est un citoyen américain qui a été torturé dans une prison ukrainienne depuis juillet, pour le crime d'avoir critiqué Zelensky. Les responsables de Biden approuvent cela, car ils aimeraient appliquer la même norme par ici. Les médias sont d'accord».*

Le 12 janvier 2024, le lendemain de la mort du journaliste, Tucker Carlson publie : *«Gonzalo Lira Sr., dit que son fils est décédé à 55 ans dans une prison ukrainienne, où il était détenu pour le crime d'avoir critiqué les gouvernements Zelensky et Biden. Gonzalo Lira était un citoyen américain, mais l'administration Biden a clairement soutenu son emprisonnement et sa torture. Il y a plusieurs semaines, nous avons parlé à son père, qui a prédit que son fils serait assassiné».*

À l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, l'affaire a revu le jour et Elon Musk, de son côté, a donné le qualificatif clair à Zelensky : *«C'est un dictateur, il a tué un journaliste américain».*

Bien évidemment, l'association des pseudo défenseurs de la liberté de parole dans le monde qu'est RSF n'a jamais attendu parler des faits cités. Ou, plus exactement, elle les connaît parfaitement, mais étant donné que la personne assassinée ne faisait pas partie de leur camp idéologique – cette affaire, comme tant d'autres affaires de l'élimination physique des journalistes, n'a jamais mérité la moindre attention de leur part.

Cela étant, cet assassinat de journaliste en Ukraine a dû inspirer RSF : ce n'est certainement pas pour rien qu'ils ont fait évaluer la position de l'Ukraine dans leur prétendu «Classement mondial de la liberté de la presse», en la déplaçant de la 79ème place en 2023 vers la 62ème sur les 180 en 2025. En affirmant par la même occasion, que la liberté de la presse en Ukraine est protégée davantage que, notamment, en Corée

du Sud, Hongrie, Grèce ou encore au Japon.